

Isabelle Pailliar, *Les territoires de la communication*,  
Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 279 p.

Jean-Guy Lacroix

Numéro 23, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002260ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002260ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lacroix, J.-G. (1994). Compte rendu de [Isabelle Pailliar, *Les territoires de la communication*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 279 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (23), 206–208.  
<https://doi.org/10.7202/1002260ar>

La question principale qui court tout au long du livre est finalement de savoir à quelles conditions un tel ensemble de projets s'articule autour de l'innovation satellitaire pour contribuer à la formation d'un média, le satellite éducatif. Et comment, de façon plus lointaine, ce média se trouve doté d'emplois suffisamment stabilisés pour devenir de véritables usages sociaux. C'est donc bien de l'industrialisation de la communication éducative qu'il est question.

Ce champ culturel suscite l'intérêt en ce qu'il constitue encore aujourd'hui un espace particulièrement réfractaire aux exigences et aux normes de la rentabilité économique. Et pourtant, paradoxalement, cette question de l'industrialisation de l'éducation demeure l'une des moins étudiées parmi celles se rapportant au champ des industries culturelles. En ce sens, l'ouvrage étoffé et abondamment documenté de Pierre Moeglin constitue une étape essentielle dans la réflexion sur l'industrialisation de la culture et de la communication.

Marc MÉNARD  
Agent de recherche  
GRICIS (Groupe de recherche sur les  
industries culturelles et informatisation sociale)

Isabelle Pailliar, *Les territoires de la communication*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 279 p.

L'ouvrage s'intéresse aux relations entre les médias et les espaces territoriaux. C'est cependant à partir, surtout, de l'espace local que l'auteure élabore son analyse, parce que, dit-elle, «la connaissance des relations entre le lieu et le lien [...] s'observe à partir de «l'espace pratiqué» par excellence, c'est-à-dire celui qui est localisé» (p. 13). Et, elle précise que le territoire ne peut être réduit «ni à un support ni à une mesure», mais qu'il doit plutôt être compris comme la construction d'un lieu particulier de rapports entre humains (p. 14).

L'analyse de Pailliar se développe en quatre parties.

Dans la première (p. 15-76) intitulée Repères historiques, l'auteure se donne l'objectif de centrer l'attention sur le local en affrontant la difficulté d'y arriver sans référence substantive à l'État, et ce, afin de faire émerger les spécificités et les particularités de ce domaine-lieu de l'action sociale. Dans ce but, la chercheuse de l'Université Stendhal dégage, dans cette première partie, la progressive constitution de l'information locale des années soixante à quatre-vingt. Elle le fait en trois chapitres, respectivement intitulés: De la presse de province à

l'information locale (p. 19-33); L'information municipale et l'idée de pouvoir local (p. 33-49); Le mouvement localiste et la communication (p. 51-76).

Dans la seconde partie (p. 77-150), Isabelle Pailliarth se penche sur l'affirmation des politiques municipales d'information et de communication. Elle souligne à ce propos que les années quatre-vingt sont marquées en France par une diversification sans précédents des outils de communication disponibles aux municipalités. Encore là, l'auteure procède en trois chapitres, dont les titres indiquent très bien le contenu de l'argumentation: Une structuration en cours (p. 85-105); Le journal municipal, entre le bulletin et le magazine (p. 106-127); La montée des réseaux (p. 128-150).

Les soixante pages suivantes constituent la troisième partie de l'ouvrage qui s'attarde à l'incidence des nouvelles technologies de l'information et de la communication et du management des territoires. Dans le second chapitre de cette section du livre, l'auteure montre comment de l'implantation des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) à ce niveau de la territorialisation résulte des déplacements important, entre autres entre l'espace public et la sphère privée. Elle souligne que les frontières traditionnelles entre ces lieux d'action sociale deviennent poseuses, ce qui n'est pas sans conséquences fort importantes sur le plan politique. Ainsi, avec l'implantation des STM (systèmes télématiques municipaux) assistons-nous à «l'emploi de plus en plus fréquent du terme interactivité à la place de l'expression démocratie locale.

Enfin, dans la quatrième partie qui se nomme La recomposition des territoires (p. 213-247), l'auteure livre déjà ses principales conclusions. Ainsi, dans un chapitre au titre très évocateur, La territorialité en mouvement, Pailliarth affirme — reprenant les termes à Armand Mattelart dans L'internationale publicitaire (Paris, La Découverte, 1989, p. 246) — que l'élargissement sans précédent de l'espace marchand fait qu'il est aujourd'hui impossible de penser le rôle de la culture à partir d'un territoire préservé ou réservé (p. 232). Ce qui l'amène à parler de la déterritorialisation de la cible de cette activité marchande, contexte où les frontières géographiques nationales autant que politiques se brouillent (p. 233). Cela devrait nous conduire, selon l'auteure, à dissocier obligatoirement nation et État et à réactiver le questionnement sur l'identité (p. 243). Et, quelques pages plus loin, elle ajoute fort à-propos:

Les réflexions sur l'identité culturelle, qu'elle soit collective ou liée à une patrie, reprennent à un niveau national ou supranational des thèmes qui ont longtemps marqué les acteurs du local, en particulier

sur la défense et la reconnaissance d'une langue, des modes de vie, d'une histoire. Ainsi la réactivation, à l'heure actuelle, de la notion de patrimoine s'inscrit dans la perception du territoire, local et national comme espace culturel par essence (p. 246).

À la page suivante, elle ajoutera:

Le mouvement qui vise à identifier les territoires nationaux et locaux comme des lieux de culture patrimoniale ou ethnographique, contribue à placer les médias dans une situation seconde par rapport à d'autres lieux de mémoire (p. 247).

Mais, précise-t-elle du même souffle, les territoires sont tout aussi dépendants aujourd'hui des médias, interaction qu'elle noue ainsi en toute fin de cette dernière partie de son ouvrage:

[...] le territoire possède une originalité fondamentale: il n'existe que parce qu'il est dans une situation de continuelle production de lui-même, les médias participant étroitement de cet incessant mouvement (p. 247).

Globalement, on peut dire que l'ouvrage d'Isabelle Pailliarat constitue un solide travail, l'imposante bibliographie (p. 257-276) en atteste, comme la qualité de l'écriture, et comme, surtout, la force de l'argumentation le démontre. Il s'agit d'un livre qui permet de mieux comprendre l'enjeu social de premier plan que constitue aujourd'hui en Europe, mais aussi dans les autres régions du globe, l'interaction du politique, du culturel et de la communication.

Jean-Guy LACROIX  
Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal.

Gilles Pronovost, *Loisir et société. Traité de sociologie empirique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1993, 347 p.

L'objectif de l'ouvrage de Pronovost est de présenter aux lecteurs un ensemble vaste et cohérent, mais aussi synthétique, d'informations empiriques sur le loisir dans les sociétés modernes, ensemble doublé d'une analyse sociologique fondamentale et critique. Et, d'ajouter l'auteur en page 2 lorsqu'il présente son livre: «Il s'agit en quelque sorte d'un traité de sociologie empirique adapté au loisir moderne». Cependant, là ne s'arrête pas l'ambition du chercheur qui assigne également à son texte d'être une «étude empirique de la société